



**HAL**  
open science

## Kirghizstan

Julien Thorez

► **To cite this version:**

Julien Thorez. Kirghizstan. Gildas Simon. Dictionnaire international des migrations internationales - approche géohistorique, Armand Colin, pp. 646-649, 2015. hal-01484751

**HAL Id: hal-01484751**

**<https://hal.science/hal-01484751>**

Submitted on 7 Mar 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**J. Thorez, 2015, « Kirghizstan », in G. Simon, *Dictionnaire des migrations internationales – approche géohistorique*, Paris, Armand Colin, pp. 646-649.**

## **Kirghizstan**

Julien Thorez  
Géographe  
Chargé de recherche au CNRS  
Mondes iranien et indien  
[julien.thorez@cnrs.fr](mailto:julien.thorez@cnrs.fr)

Le Kirghizstan est un état d'Asie centrale qui a accédé à l'indépendance au moment de la disparition de l'URSS, en 1991. Tel qu'il fut tracé au moment de la soviétisation de l'Asie centrale, ce pays montagneux est bordé par le Kazakhstan, au nord, la Chine à l'est, le Tadjikistan, au sud et l'Ouzbékistan, à l'ouest. Il fut longtemps considéré par les organisations internationales (FMI, Banque mondiale) comme un « bon élève » de la transition post-soviétique car son gouvernement a engagé, dès le début des années 1990, des réformes visant à décollectiviser les services et l'appareil productif, agricole et industriel, mais également à promouvoir, formellement, des principes démocratiques. Pourtant, le Kirghizstan demeure un pays pauvre, malgré la reprise économique enregistrée dans les années 2000. Par ailleurs, alors que des institutions occidentales soutiennent financièrement et politiquement l'activité de multiples organisations non gouvernementales, le pays a connu plusieurs périodes d'instabilité politique. En 2005, le président A. Akaev, qui était en poste depuis les premières années d'indépendance, est renversé au cours de la « révolution des tulipes », avant que son successeur K. Bakiev ne connaisse un sort similaire au printemps 2010. Puis le pays doit faire face en juin 2010 à de violents affrontements inter-ethniques, opposant des Kirghizes et des Ouzbeks dans les régions méridionales d'Och et de Djalal-Abad, situées dans la dépression du Ferghana. Depuis, le Kirghizstan est devenu une république parlementaire, quoique l'actuel président A. Atambaev conserve un rôle important dans le système politique national.

Bien que l'année 1991 n'apparaisse pas comme une rupture dans l'histoire migratoire du Kirghizstan, le pays a connu des modifications fondamentales des pratiques de mobilité depuis la fin de la période soviétique. L'émigration des populations « russophones » s'est accélérée avant que les Kirghizes ne s'engagent massivement dans des mobilités laborieuses. Inversement, les flux d'immigration ont eu tendance à se tarir, sans toutefois que le pays ne soit touché par un repli démographique comparable à celui du Kazakhstan voisin.

### **1. Immigration**

Au recensement de 2009, la population kirghizstanaise s'élevait à 5,362 millions d'habitants, essentiellement concentrés sur le piémont septentrional du Tian-Chan, où est

située la capitale, Bichkek, et sur les piémonts du Ferghana. Elle connaît une croissance relativement rapide, puisque 4,257 millions d'habitants avaient été recensés en république socialiste soviétique du Kirghizstan en 1989.

### ***1.1. Des migrations impériales à la « soviétisation » de la population***

Les dynamiques migratoires modernes et contemporaines apparaissent au Kirghizstan, comme dans les autres pays d'Asie centrale, très liées au contexte géopolitique des 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> siècles, tant l'expansion de l'Empire tsariste et l'intégration dans l'URSS puis l'accession à l'indépendance ont été accompagnés de déplacements de population de grande ampleur, conduisant à la transformation des équilibres démographiques et sociaux.

Engagée au 18<sup>e</sup> siècle, la conquête militaire de l'Asie centrale par l'Empire russe a été prolongée par l'arrivée de populations européennes sur le territoire de l'actuel Kirghizstan, essentiellement concentrées sur le piémont septentrional du Tian-Chan et sur les pourtours du lac Issyk-Kul, régions où, en 1877-1878 s'implantèrent également des populations dounganes (ou huis) fuyant le Turkestan oriental désormais contrôlé par l'empire chinois des Qing. L'abolition du servage en 1861, mais surtout les réformes des communautés rurales conduites par Stolypine en 1906 ont encouragé la mobilité des populations rurales vers les régions asiatiques de l'Empire. Aussi le premier recensement soviétique a-t-il au Kirghizstan comptabilisé 116 000 Russes, 64 000 Ukrainiens et 4000 Allemands en 1926. Si des colons russes furent ponctuellement expulsés après l'accession au pouvoir des Bolcheviques, ce flux se renforça durant la période soviétique, dans le cadre de politiques de peuplement encadré ou forcé. D'une part, l'édification du pouvoir soviétique et l'industrialisation – concentrée dans les villes principales – ont mobilisé des populations russophones récemment parvenues en Asie centrale. D'autre part, le Kirghizstan reçut, du milieu des années 1930 au milieu des années 1940, des populations déportées par le pouvoir stalinien (Tchéchènes, Karatchaïs, Ingouches, Meskhètes, Allemands, Coréens, etc.) depuis les régions européennes, caucasiennes et extrême-orientales de l'URSS pour prévenir ou réprimer de prétendus actes de collaboration avec des ennemis extérieurs. Pendant la seconde guerre mondiale, le Kirghizstan vit aussi arriver- en même temps que des usines- des populations européennes évacuées, depuis les régions soviétiques occupées par les armées nazies. Par la suite, des populations russophones continuèrent à migrer au Kirghizstan, tandis que des Ouïgours (et des Dounganes) viennent se réfugier en URSS dans les années 1950 et 1960, au moment du « Grand Bond en avant ». En raison de ces différentes vagues d'immigration, la part des Kirghizes, turcophones et musulmans de tradition nomade, dans la population de la république socialiste soviétique du Kirghizstan s'est considérablement réduite au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, pour n'atteindre que 40 % au recensement de 1959. En dehors des régions de montagne, la société urbaine et les communautés rurales, en particulier dans le nord, deviennent multiethniques.

### ***1.2. Un pays peu attractif depuis l'indépendance***

Depuis l'accession à l'indépendance du Kirghizstan, les flux d'immigration ont eu tendance à se contracter, prolongeant une dynamique entamée dès la fin de la période soviétique : le nombre d'arrivées sur le territoire national officiellement comptabilisées a chuté de 40 900 en 1990 à 5350 en 2000 puis à 3900 en 2010. Pourtant, à l'instar du Kazakhstan, le Kirghizstan a développé un programme incitant les Kirghizes de l'étranger à

migrer vers leur « patrie historique », cette politique devant favoriser le rééquilibrage de la structure ethnique au bénéfice de la nationalité titulaire. Un décret présidentiel adopté en 2001 puis une loi votée en 2007 ont défini les conditions juridiques et économiques de leur rapatriement, l'Etat s'engageant à faciliter la délivrance de la citoyenneté kirghizstanaise, la mise à disposition de logements ou l'accès aux soins. Succédant à l'arrivée de plusieurs milliers de Kirghizes ayant rejoint le pays pour fuir la guerre civile qui affecte le Tadjikistan entre 1992 et 1997, ce programme est essentiellement destiné aux Kirghizes qui habitent en Ouzbékistan et au Tadjikistan, où ils seraient respectivement 235 000 et 60 000, et à ceux qui résident en Chine dans les régions montagneuses de l'ouest du Xinjiang, où ils seraient 186 000. Jusqu'à présent, les *Kajrylman* – ceux qui reviennent – demeurent relativement peu nombreux, un peu plus de 20 000 personnes ayant bénéficié de ce dispositif dont la dimension symbolique est essentielle.

Au cours de la transformation post-soviétique, le Kirghizstan a également accueilli des travailleurs ouzbékistanais employés temporairement dans les régions méridionales, notamment dans l'agriculture au moment de la cueillette du coton ou dans la construction. Reposant sur l'instrumentalisation des différentiels frontaliers apparus dans le Ferghana depuis le début des années 1990, cette mobilité voit des ressortissants d'Ouzbékistan se faire embaucher pour la journée, pour un chantier dans les régions d'Och ou de Djalal-Abad où ils reçoivent un salaire supérieur à celui qu'ils pourraient percevoir en Ouzbékistan. Au début des années 2000, 4000 à 5000 migrants originaires des régions de Ferghana, de Namangan et surtout d'Andijan viennent travailler, chaque jour, au Kirghizstan. Ce flux s'est brutalement tari, en raison de la dégradation des conditions de franchissement de la frontière entre l'Ouzbékistan et le Kirghizstan consécutive aux renversements successifs des présidents kirghizstanaïses et surtout aux violences interethniques dont furent victimes les Ouzbeks du sud du Kirghizstan en juin 2010. Au contraire, durant ces événements, plusieurs dizaines de milliers de citoyens du Kirghizstan, principalement de nationalité ouzbèke, se sont réfugiés en Ouzbékistan, les autorités de Tachkent ayant « ouvert » la frontière. La frontière Ouzbékistan – Kirghizstan avait déjà joué ce rôle quand des milliers ressortissants de l'Ouzbékistan avaient fui la répression menée par le pouvoir ouzbékistanais après les événements (insurrection armée, manifestation pacifique) survenus à Andijan, en mai 2005.

Pays d'Asie centrale le plus ouvert, le Kirghizstan est enfin la destination de migrants originaires de pays n'ayant pas appartenu à l'URSS. . D'une part, des occidentaux résident désormais à Bichkek dans le cadre des missions qu'ils accomplissent au sein des institutions internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, etc.) qui ont encadré la « sortie du communisme » ou au sein des ONG accompagnant ce processus. D'autre part, se sont implantés des Chinois et des Turcs, qui travaillent dans le commerce (bazars, centres commerciaux, magasins, etc.), dans la restauration ou, plus rarement, dans l'industrie. Souvent animés par une idéologie panturquiste et/ou panislamiste, les Turcs seraient environ 3500, tandis que les Chinois, parmi lesquels les Hans sont de plus en plus nombreux, seraient autour de 20 000. Leur présence au Kirghizstan suscite des réactions contrastées, quelquefois hostiles, parmi la population, en raison de leur concurrence économique et d'une crainte historique à l'endroit de la pression démographique et politique chinoise.

## **2. Emigration**

### ***2.1. Migrations post-impériales et décolonisation***

La fin du XX<sup>e</sup> siècle marque un tournant dans l'histoire migratoire du Kirghizstan puisque, dans les années 1970, a débuté le départ des jeunes adultes russes, des « enfants de l'Empire », sans toutefois que l'inversion du solde migratoire n'occasionne un repli des effectifs des populations russophones avant la disparition de l'URSS. Dans les années 1970 et 1980, la dégradation de leur statut social, liée à la stagnation économique brejnévienne et à une altération de l'environnement social, a en effet incité des Russophones à migrer, notamment parmi la jeune génération, de même que dans les républiques centro-asiatiques voisines.

Cette dynamique s'intensifie au tournant des années 1990, au moment où les flux d'immigration se tarissent. La crise économique, liée à la désagrégation du système de production et d'échanges soviétique, la construction nationale kirghizstanaise, qui est fondée sur la nationalité titulaire, malgré la reconnaissance officielle de la diversité ethnique de la population, et la rupture du lien politique avec le pouvoir russe, ont conduit une part importante des « populations russophones » à quitter le pays pour se rendre dans leur « patrie historique » (Russie, Allemagne, etc.) ou, plus rarement, dans un pays développé d'Europe occidentale ou en Amérique du Nord. Dans un contexte de réduction générale de la mobilité migratoire ayant en premier lieu affecté les migrations internes, les Russophones ont donc développé dans les années 1990 une forme de *surmobilité* : en 1993, quand l'émigration fut maximale, ils ont représenté 98 % des migrants quittant le Kirghizstan, alors que le pays, renforçant les mesures prises pendant la perestroïka, avait libéralisé les mobilités internationales. Plus largement, entre 1990 et 2000, la moitié des migrants étaient russes, alors que ces derniers ne représentaient que 21 % de la population totale en 1989. L'émigration des populations russophones s'est ralentie dès la seconde moitié des années 1990, mais, malgré un potentiel migratoire réduit, les épisodes d'instabilité politique de 2005 et 2010 ont favorisé de nouveaux départs, de même que la politique récemment mise en œuvre par la Russie pour faciliter le retour des « compatriotes » de l'étranger. Au total, plus de 600 000 personnes ont quitté le Kirghizstan pour la Russie depuis 1990 ; certaines, échouant à s'intégrer en Russie, sont revenues au Kirghizstan. Tout au long de la période post-soviétique, les effectifs de la population russe se sont repliés passant de 916 000 en 1989 à 419 000 en 2009. Du fait de ces départs, au recensement de 2009, alors que l'on distingue toujours ici la nationalité, qui correspond à l'identité ethnique, de la citoyenneté, qui renvoie à l'appartenance à un État, les Kirghizes, représentent 70,9 % de la population kirghizstanaise en 2009, les Ouzbeks 14,3 % et les Russes 7,8 % (contre 30 % en 1959), concentrés dans la capitale Bichkek, sur le piémont du Tian-Chan.

### ***2.2. Le développement récent de l'émigration économique des populations kirghizes vers la Russie et le Kazakhstan***

Parallèlement au départ des populations « impériales », une seconde vague d'émigration touche le Kirghizstan depuis la fin des années 1990. Les populations centro-asiatiques du Kirghizstan, au premier rang desquelles les Kirghizes et les Ouzbeks, rompent avec l'enracinement qui les caractérisaient pendant la fin de la période soviétique, pour s'engager dans des projets migratoires saisonniers, temporaires ou, plus rarement, durables. L'essor des migrations de travail, dont l'intensité est remarquable dans les régions

méridionales (Batken, Djalal-Abad, Och), renvoie à un contexte économique difficile, à un environnement social dégradé, marqué par une aggravation des inégalités socio-spatiales, et à une réelle pression démographique. Mais le développement de stratégies migratoires individuelles et collectives répond également pour les hommes, qui sont majoritaires parmi les migrants, à des modèles de construction de la masculinité.

À l'échelle internationale, les migrations de travail sont polarisées par la Russie et, secondairement, par le Kazakhstan, quoique la géographie des flux d'émigration se soit internationalisée. Avec environ 500 000 migrants en Russie et 200 000 migrants au Kazakhstan au tournant des années 2010, l'économie migratoire mobilise plus de 20 % de la force de travail kirghizstanaise. Les migrants travaillent dans les services (commerce, entretien, gardiennage, etc.), dans l'industrie (construction, etc.), mais également dans l'agriculture, notamment dans le sud-est du Kazakhstan. En Russie, où une partie d'entre eux s'attache à obtenir la citoyenneté de façon à échapper aux contraintes de la législation, leurs principales destinations sont les régions de Moscou et de Saint-Pétersbourg, l'Oural et la Sibérie occidentale. La généralisation des migrations de travail est révélatrice de la tiers-mondisation, *i.e.* du glissement du Nord vers le Sud opéré par le Kirghizstan depuis son indépendance, alors même que l'ampleur des flux et des transferts d'argent concourt à réévaluer les relations entre la Russie et le Kirghizstan. En 2012, les migrants ont en effet transféré 2,0 milliards \$, dont 1,6 milliard depuis la Russie, ce qui représente plus du quart du PIB du Kirghizstan, un des taux les plus élevés dans le monde. Essentiel pour les familles restées dans les villages et les villes des piémonts et des montagnes centre-asiatiques, cet argent introduit une réelle dépendance à l'égard de l'économie migratoire. À l'échelle internationale, l'ampleur des remises de fonds produit également, dans un contexte post-colonial, de nouvelles formes de dépendance vis-à-vis de l'ancienne métropole, la Russie.

## **Bibliographie :**

Èlebaeva Aynura (2004), Labour migration in Kyrgyzstan, *Central Asia and Caucasus*, n° 27, pp. 78-86.

Ferrando Olivier (2010), Politiques diasporiques et flux migratoires : les États-nations et leurs minorités co-ethniques de l'étranger in LARUELLE Marlène Éd, *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*, Paris, Petra, pp. 49-76

Haug Werner (2003), De la colonisation russe à l'indépendance : dynamiques démographiques et renaissance de la nation kirghize, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 34, n° 4, pp. 253-199.

Kosmarskaya Natalya (2006) "Deti imperii" v postsovetskoj tsentral'noj Azii : adaptivnye praktiki i mental'nye sdvigi (*Russes en Kirghizie 1992-2002*) [Les « enfants de l'Empire » en Asie centrale post-soviétique : pratiques d'adaptation et évolutions mentales (Les Russes en Kirghizie 1992-2002)], Moscou, Natalis, 596 p.

Kudabaev Zarylbek, Guillot, Michel, Denisenko, Mikhail Éd. (2004), *Naselenie Kyrgyzstana* [La population du Kirghizstan], Bichkek, Nacstatkomitet Kyrgyzskoj Respubliki, 374 p.

Laruelle Marlène Éd. (2010), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*. Paris, Pétra, 320 p.

Reeves Madeleine (2012), Black work, Green Money : Remittances, Ritual, and Domestic Economies in Southern Kyrgyzstan, *Slavic review*, vol. 71, n° 1, pp. 108-134.

Schmidt Matthias, Sagynbekova Lira (2008), Migration Past and Present: Changing Patterns in Kyrgyzstan, *Central Asian Survey*, vol. 27, n°2, pp. 111-127.

Schuller Martin (2007), Patterns of the Population in Kyrgyzstan, *Espace, populations et sociétés*, n° 1, pp. 73-89. <http://eps.revues.org/1967>